

Les Cahiers
du CRH

Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

36 | 2005

Pour une histoire de la recherche collective en
sciences sociales

La mémoire des enquêtes collectives

Anne Martin-Fugier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3064>

DOI : [10.4000/ccrh.3064](https://doi.org/10.4000/ccrh.3064)

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2005

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Anne Martin-Fugier, « La mémoire des enquêtes collectives », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 36 | 2005, mis en ligne le 25 mai 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3064> ; DOI : [10.4000/ccrh.3064](https://doi.org/10.4000/ccrh.3064)

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

La mémoire des enquêtes collectives

Anne Martin-Fugier

- 1 Dans son travail sur « Le Centre de recherches historiques de 1949 à 1975 », Lutz Raphael souligne combien il est difficile de trouver des traces autres qu'officielles des enquêtes collectives et suggère qu'il faudrait avoir recours aux souvenirs des chercheurs pour se faire une idée de cet aspect-là du métier d'historien¹. C'est ce que nous avons voulu faire en sélectionnant cinq enquêtes et en réalisant en 1998-1999 des entretiens avec vingt personnes ayant participé à ces enquêtes ou ayant été en relations avec elles². Ces cinq enquêtes ont été choisies après discussion collective de notre petit groupe du cinquantenaire du CRH parce qu'elles présentaient des types différents. Différence de motivation, d'une part : *Villages désertés*, en 1962, a été lancée en vue d'un colloque ; *Alphabétisation* en 1973 et *Archives orales* en 1976 étaient des projets de directeurs d'études organisant un séminaire sur ces questions ; *Inventaires après décès* en 1973 et *La femme seule* en 1978 ont été proposées par des chercheurs qui avaient décidé de mettre en commun leurs forces pour traiter un chantier. Différence de résultats, d'autre part : *Villages désertés*, *Alphabétisation* et *La Femme seule* ont débouché sur la publication de volumes collectifs ; *Archives orales* et *Inventaires après décès* ont donné lieu à des publications d'articles et surtout à des constitutions de corpus.
- 2 De ces entretiens se dégagent quatre thèmes.

Le fonctionnement du groupe de travail

- 3 Il faut d'abord constater que le souci de définition du collectif, ce qu'il a été, ce qu'il est, ce qu'il sera, apparaît chez tous les interviewés. À commencer par Ruggiero Romano. Lorsque je m'étonne que son nom n'apparaisse pas sur le gros volume *Villages désertés et histoire économique* qu'il a dirigé, avec Paul Courbin pour la partie archéologique, il me répond :
Mais c'était la règle ! Pour Lucien Febvre et Fernand Braudel, c'était tout le projet de l'École et du CRH qui était collectif. Collectif signifiait deux choses. D'abord une idée commune de ce que devait être l'histoire : l'histoire économique. Ensuite un thème

choisi au nom de l'intérêt général bien compris : une question inexplorée en France ou un domaine à développer.

- 4 J'ai choisi trois cas pour illustrer les différentes positions du chercheur dans une enquête collective. Le premier est celui d'une jeune chef de travaux affectée au projet *Villages désertés* en 1962. Ce projet répondait à un besoin précis. Fernand Braudel avait pris conscience, en particulier à l'occasion d'un voyage en Pologne, du retard français dans les études sur les villages désertés et, plus largement, en archéologie médiévale³. Il avait donc demandé à Ruggiero Romano de prendre en charge la réflexion sur la désertion des villages en Europe, pour la présenter dans une section de la troisième conférence internationale des historiens de l'économie qui devait se tenir à Munich en août 1965. Le CRH entier était mobilisé. Notre chercheuse se souvient :

Les travaux en cours ont été suspendus. On a dû avancer très vite et produire, en un an et demi, une synthèse sur le terrain qui nous avait été affecté, pour préparer le rapport à la Conférence puis le livre, publié quelques jours avant le début de cette Conférence⁴. John Day, chercheur associé au CRH, et moi nous sommes partagé les sources italiennes. Je travaillais déjà sur l'Italie mais je ne savais rien sur l'histoire agraire ni sur celle du peuplement, ça a été presque une affectation forcée, en tout cas une proposition très orientée. Notre groupe de travail – c'était plutôt un groupe de travail qu'un séminaire – se réunissait tous les quinze jours pour faire le point. On était entassé sous les combles, au 54, rue de Varenne. Chacun rendait compte à son tour de son travail. Mais surtout, sous l'impulsion de Ruggiero Romano, on essayait de définir une problématique.

- 5 Le second cas est celui d'une « petite main » affectée aux *Inventaires après décès*, vers 1978. Cette chef de travaux témoigne :

La responsable de l'enquête qui m'employait se voulait parfaitement exhaustive. Elle avait recopié à la main dans des archives de province des inventaires après décès des XVII^e et XVIII^e siècles, dressés par des huissiers qui décrivaient avec précision chaque objet. Elle s'était mis en tête de coder ab-so-lu-ment tout. Etat : vieux ; forme : ronde ; couleur : noire ; etc. C'était les débuts de l'informatique, le système Forcod. Tant que l'utilisation n'a pas été déclarée impossible, elle a demandé de l'aide pour coder. Une femme codait déjà du matin jusqu'au soir. Une ingénieure et moi avons été requises pour coder avec elle une journée par semaine. Nous avons de temps en temps des réunions avec l'informaticien, dans un vocabulaire que je ne comprenais pas. Au bout d'un moment, j'ai dit « les codages, je n'en peux plus ». C'était tellement obsédant que la nuit, en rêve, je continuais à coder des phrases.

- 6 La responsable en question garde, au contraire, un bon souvenir des séances de travail avec ses « petites mains » et l'informaticien :

C'était très agréable, cette période. Grâce à Michel Demonet, on pouvait tout imaginer. On se réunissait pour voir ce qu'on allait faire avec tel ou tel problème. Par exemple, comment décrire une robe? On se demandait comment on pouvait unifier l'ensemble en rendant compte de chaque détail. ça a duré à peu près un an, les filles ont bien vu que ça ne menait pas à grand chose et que c'était décourageant, elles ont repris leur liberté.

- 7 Le troisième cas concerne les participants à l'enquête *La femme seule*. Et l'on voudra bien sur ce point se reporter à mon article sur le Groupe d'histoire des femmes au CRH⁵.

La relation entre la participation à une enquête et la vie professionnelle

- 8 J'ai choisi à nouveau trois cas.
- 9 D'abord une enquête peut être le point de départ d'une carrière. Revenons à notre chef de travaux affectée d'office à l'enquête *Villages désertés*. Cette enquête, dit-elle, lui a appris à travailler en groupe :
- On essayait de déterminer une problématique commune mais les terrains et les approches étaient très variés. Pour moi, c'était un vrai bain, un bouillon de culture historique.
- 10 L'enquête a, d'autre part, éveillé en elle un enchaînement d'intérêts qui lui sont devenus personnels : « Le peuplement m'a menée à la population et à l'histoire démographique. » C'est ainsi qu'après avoir soutenu sa thèse, en 1966, elle a travaillé pendant dix ans, à la suggestion de Fernand Braudel et Emmanuel Le Roy Ladurie, avec un Américain sur le *catasto*, recensement florentin de 1427. Aujourd'hui directrice d'études, elle ajoute :
- Tous les gens du groupe sont restés des amis ou des collègues très proches. Avec Jean-Marie Pesez, par exemple, quand j'ai été nommée maître-assistante en 1969, j'ai fait un séminaire sur des problèmes d'occupation du territoire. Je garde de bons souvenirs de cette collaboration qui m'a appris à enseigner dans l'optique de l'École.
- 11 Il faut enfin préciser qu'après avoir rédigé avec John Day un chapitre du volume *Villages désertés*⁶, elle a obtenu, grâce à Ruggiero Romano, un contrat avec Einaudi pour la grande *Histoire de l'Italie*, dans laquelle elle a écrit un chapitre de synthèse sur la question des désertions en Italie.
- 12 Second cas de figure : même si elle ne change pas le cours d'une carrière, une enquête peut tout à coup donner à quelqu'un le goût de la recherche. Ainsi une femme ingénieur, qui avait pourtant déjà participé à deux enquêtes depuis son recrutement comme vacataire à temps partiel en 1965, se sentait peu motivée. Elle avait dépouillé pendant plusieurs années des archives du XVIII^e siècle pour l'enquête sur les *Loyers à Paris*, sans savoir à quoi servait son travail ni sans connaître les autres participants. Elle avait aussi travaillé à la *Typologie du conscrit français* :
- Là, je n'ai pas fait que le dépouillement, j'ai vu à quoi ça aboutissait. Mais on ne me l'avait pas dit dès le début, c'est venu progressivement. Et puis il n'y avait pas de séminaire d'appui. [Par contraste, l'*Alphabétisation* a été une révélation] : C'est la première fois que j'ai vu le sens de ma recherche et que j'ai commencé à me sentir intégrée au CRH. À ce moment-là je me suis dit que j'allais faire un travail personnel, parallèlement au travail d'enquête. Je me suis inscrite pour une thèse de troisième cycle que je n'ai pas menée à bien, mais mes recherches pour ce troisième cycle ont été intégrées en partie dans l'enquête collective.
- 13 *La femme seule*, troisième cas retenu, a assis l'existence du groupe d'histoire et d'anthropologie des femmes. Les membres du groupe ont pris conscience qu'elles existaient officiellement pour le CRH lorsque, à la sortie de *Madame ou Mademoiselle ?*, en 1984, on leur a demandé de présenter le livre à un « séminaire du Centre ». Elles ont continué à se rencontrer une fois par mois et à publier.

Qu'est-ce qu'une enquête réussie ou ratée ?

- 14 Réponse en trois points d'un ancien dirigeant du CRH :

Une enquête réussie, c'est d'abord un thème neuf. C'est ensuite une enquête, sauf si elle a des étapes précises, qui ne doit pas durer trop longtemps. C'est enfin une enquête qui débouche sur des publications.

- 15 L'*Alphabétisation* est une enquête intéressante dans la mesure où elle conjoint le sentiment de bonheur et de frustration. Et quelquefois chez la même personne, comme en témoigne une femme ingénieur qui venait alors d'entrer à l'École comme vacataire :

C'était pour moi une enquête heureuse. J'y ai appris mon métier de chercheur : comment on faisait des recherches, comment on les gérait, à quel moment il fallait se mettre à écrire... En plus, elle s'est terminée par un bon livre, qui a fait date. On a eu le sentiment d'apporter quelque chose à la communauté scientifique. Furet et Ozouf étaient deux érudits, avec une grande capacité de synthèse. Mais à la fin, j'ai été un peu frustrée. J'avais beaucoup travaillé sur les archives de l'enseignement pendant la Révolution française et j'ai présenté des dossiers à Furet, en particulier sur l'an VI. Je lui ai rédigé plusieurs pages sur chaque département. J'ai retrouvé des phrases entières de moi dans ce chapitre et je me demande même si mon nom est cité en bas de page.

- 16 Vérification faite, il ne l'est pas.

- 17 Le bonheur, c'était le plaisir de l'apprentissage ; c'était l'estime pour les promoteurs de l'enquête ; c'était l'impression que l'entreprise faisait sens, qu'il s'agissait d'un travail collectif de qualité, que le séminaire jouait son rôle de centre de réflexion sur les problématiques et enfin qu'on pouvait apporter ses propres suggestions, comme ce membre du groupe rapportant, d'Ann Arbor en 1973, un dossier qu'elle avait constitué sur la scolarisation à partir de la *Statistique générale de la France*. La frustration a éclaté au moment de la publication. Une femme ingénieur raconte :

Il régnait dans l'enquête une ambiance bon enfant. Mais au moment de publier... Je me demande par quel tour de passe-passe le livre a été transformé. J'avais une fonction de coordinatrice, je m'étais occupée de la cartographie et j'avais pu dire mon mot sur la couverture et la page de titre. La première couverture que l'on m'avait montrée portait « Sous la direction de Furet et Ozouf », avec tous nos noms par ordre alphabétique. Et, à ma grande surprise, ce volume est devenu celui de Furet et Ozouf. Or, nous avions fait à 90 % le chapitre sur la scolarisation, nous avions beaucoup participé à celui sur les langues régionales. Et puis, nous avons trouvé de nombreuses statistiques sur les gens qui, dans certaines régions, savaient lire seulement sans savoir écrire. C'est apparu comme une grande idée inventée par Furet et Ozouf. Je ne veux pas dire que ça nous revient, pas du tout, mais nous avons quand même travaillé à ce développement-là. J'avais beau avoir droit à un remerciement spécial, nos noms avaient beau être mentionnés en bas d'un chapitre, nous avons protesté.

- 18 Sa collègue se souvient :

C'était un matin, Furet nous fait passer un mot : « Pour fêter la sortie du livre, je vous invite à venir chez moi ce soir boire du champagne ». Moi j'étais quand même assez saisie. Il n'y avait pas de justice. On avait travaillé pendant des années, et puis on disparaissait, on n'existait plus. Alors j'ai écrit rageusement une lettre que j'ai mise au courrier et quelques heures après, Furet, président de l'École, à ce moment-là, m'a fait appeler. Il était très choqué parce que lui-même, du temps où il était jeune chercheur, avait été utilisé par son patron qui s'était approprié les textes qu'il écrivait. Il s'était promis que jamais il ne se conduirait comme ça. Papiers en mains,

je lui ai dit : « Regardez, ça, ça et ça, ce sont des dossiers que je vous avais communiqués ». Il l'a très mal pris et moi aussi. Et ainsi, le pot prévu le soir a été annulé. [Elle ajoute] : C'est vrai que Furet et Ozouf sont allés au charbon, dans les archives et à la BN, on ne dit pas du tout qu'ils n'ont fait que recopier les informations qu'on leur avait données. Ce serait trop facile de caricaturer leur pratique. C'est plus subtil. En toute confiance, nous, dans un esprit de travail collectif, on fournissait ce qu'on pouvait ; eux avaient un admirable esprit de synthèse, ils ont mis en ordre tout ça. Bien sûr, nous avions un statut de collaborateurs techniques qui, par définition, n'étaient pas censés publier mais seulement fournir de la documentation. Mais, pendant toute l'enquête, cette division des tâches ne nous était pas apparue. C'est ce qui a provoqué le clash, à la fin : nous avons brusquement pris conscience de la réalité de la situation et nos directeurs se sont sentis agressés.

- 19 La frustration, dans ce cas, concerne la forme de la publication collective. Elle est d'autant plus vive que le bonheur pendant l'enquête a été plus largement ressenti. Mais, dans d'autres enquêtes, elle naît, plus classiquement, de l'absence de publication, du sentiment d'inachevé. C'est le cas pour les *Inventaires après décès* et les *Archives orales*. L'une des promotrices, en 1973, des *Inventaires après décès* a pris sa retraite sans avoir mis son fonds à la disposition du public, sous forme de base de données ou de dictionnaire. Elle en a tiré des articles mais, dit-elle, « il me faudrait vivre cent cinquante ans pour tirer parti de tout ce que j'ai collecté ». Elle a passé des années à recopier les inventaires ou à cocher des grilles :

C'était horriblement long, c'est pour ça que je n'ai pas beaucoup produit. Tout le monde sentait qu'on s'enlisait. Mais moi je n'ai pas senti les années passer. Je n'aurais pas dû continuer à butiner, j'aurais dû cesser de chercher d'autres inventaires, d'autres familles... mais je crois que la recherche dans les archives me plaisait davantage que la mise en œuvre des données. C'est fascinant de découvrir les choses. Les *Inventaires après décès*, ça a été le paradis.

- 20 Il est certain que le système Forcod, dans les années soixante-dix, lui a fait perdre beaucoup de temps dans l'exploitation de ses données mais sans doute le bonheur d'être immergée dans les archives, avec personne d'extérieur pour la rappeler à l'ordre, l'a-t-il empêchée de publier un bilan de sa recherche. L'autre responsable de l'enquête n'a pas non plus publié le millier d'inventaires après décès qu'elle a déchiffrés. Mais elle reste résolument optimiste : une fois à la retraite, dans trois ans, elle a le projet de les transcrire sur des logiciels d'édition de textes, de façon à ce qu'ils puissent être consultés par des spécialistes. Pourquoi une telle différence d'attitude entre les deux promotrices de l'enquête ? Est-ce une question de caractère ? d'âge ? d'activité ou de retraite ? Sans doute tout cela joue-t-il. Peut-être aussi que joue leur différence de statut : l'une est directrice d'études, anime un séminaire, dirige des fouilles et des thèses, les *Inventaires après décès* n'ont été qu'une partie de son activité ; l'autre était ingénieur, elle s'est consacrée entièrement à cette enquête, et, n'ayant jamais animé de séminaire, elle a le sentiment qu'elle n'a pas transmis son savoir.
- 21 Autre enquête n'ayant pas débouché sur une publication collective : les *Archives orales*. Les enregistrements des récits de vie ont simplement été déposés à la Bibliothèque nationale de France, où on peut les consulter en demandant une autorisation. Les gens qui sont allés collecter les récits de vie y ont pris du plaisir, le séminaire avait beaucoup de succès. Mais, comme l'analyse l'un des directeurs d'études à l'origine de l'enquête :
- On n'avait pas de problématique. On a commencé par faire des exposés thématiques à partir des récits de vie et puis des codages. On a organisé un ou deux petits colloques sur le rôle des guerres. Mais mon collègue, qui était en même temps

directeur du CRH, était sceptique sur la validité de l'histoire orale, il avait l'impression qu'on n'en sortirait rien et qu'il fallait arrêter les frais. On n'a pas tiré de cette enquête tout ce qu'on aurait pu en tirer.

- 22 Le collègue en question, interrogé sur son scepticisme, ne fait d'ailleurs pas mystère de sa position :

Je me suis lancé dans les *Archives orales* avec l'idée de prouver que l'histoire ne devait pas s'engager là-dedans. J'étais très méfiant, on ne fait pas de l'histoire avec la mémoire et ses aléas.

Réflexion sur l'évolution générale de la recherche au cours des trente dernières années

- 23 Premier point : si, sous ses formes des années soixante, soixante-dix, le quantitatif a été abandonné comme la validité intellectuelle des enquêtes lourdes a été remise en question, c'est, d'après un directeur d'études, que le regard sur le social a changé :

Quand les grandes enquêtes ont été lancées dans les années 1950, c'était dans une optique très fonctionnaliste de la société : on avait la conviction qu'on pouvait approcher le social à travers un certain nombre de grandes distributions, où chaque chose trouverait sa place et qui, au bout du compte, fourniraient un panorama complet. Cette vision des choses a été cassée dans les années soixante-dix. Et, dans les années quatre-vingt, les enquêtes sont devenues, au contraire, anti-fonctionnalistes, s'intéressant aux réseaux et aux contextes de signification des phénomènes sociaux. Ainsi, au lieu d'établir des listes de prix, on s'est posé la question : Qu'est-ce qu'un marché ?

- 24 En second lieu, la recherche est devenue une affaire plus individuelle non seulement à cause de l'individualisme ambiant mais aussi pour des raisons objectives, de technologie, de budget et de statut des chercheurs. De technologie parce que l'informatique permet à un seul chercheur de contrôler un champ plus vaste. De budget parce que les enquêtes ne bénéficient plus de l'important financement global de départ qui permettait, comme au temps de l'*Alphabétisation*, de lancer quinze personnes sur un projet. Un directeur d'études qui co-dirigeait le CRH à la fin des années quatre-vingt le dit clairement :

Même si nous, nous avons vécu une période heureuse grâce à la dotation spéciale que nous accordait le ministère en tant que pôle d'excellence, nous ne pouvions pas envisager de financer une enquête. Nous avons pris le parti de donner une aide au démarrage, dix ou quinze mille francs, pour faire quelques missions, avoir quelques vacations, microfilmer un fonds... Après quoi, il fallait que l'équipe de recherche réussisse à obtenir de l'argent sur tous les budgets incitatifs des ministères ou du CNRS. Et puis le ministère de la Recherche lançait des appels d'offres. Il ne faut pas se faire d'illusions : toutes les recherches coûteuses sont financées sur appels d'offres, uniquement.

- 25 Et enfin à cause du statut des chercheurs : les vacataires-femmes, la plupart du temps, que mobilisaient les enquêtes lourdes des années soixante-dix et qui étaient censées apporter la matière première en laissant à d'autres le soin de l'analyser, ont disparu, massivement titularisées au cours de cette décennie-là. Et ayant vieilli, elles sont en position de directeurs d'enquête et non plus de « petites mains », comme le dit l'une d'entre elles : « Il est impossible à cinquante ans de continuer à porter les valises ». En tout cas, la division du travail qu'impliquaient les enquêtes lourdes semblerait aujourd'hui inacceptable, car chacun a le désir de s'investir personnellement, de tenir compte de la part subjective de la recherche.

- 26 En dernier lieu, la notion même de collectif s'est transformée. Aujourd'hui, que peut-on mettre en commun ? Le succès d'une enquête, souligne un interlocuteur, tient à la cohérence du groupe et donc aux relations sociales entre les participants et la différence d'investissement peut être source de conflits. En effet, les directeurs d'études ont plusieurs enquêtes en cours, en plus des séminaires, colloques et thèses à diriger. Une enquête pour eux a ainsi une importance plus relative que pour un ingénieur ou un jeune chercheur, tant du point de vue de la vie intellectuelle que de la carrière. C'est pourquoi une enquête collective acceptable, à l'heure actuelle, est du type *La femme seule*, des chercheurs réunissant autour d'un projet commun ponctuel leurs approches particulières. Ou, comme le dit un autre :

Ce qui a remplacé les grandes enquêtes quantitatives type *Alphabétisation*, ce sont les enquêtes Chartier des années 1980. Il n'y a plus de patron mais une problématique définie et un certain nombre de contributeurs dont le statut professionnel n'a pas d'importance. Qui veut se met avec qui veut.

- 27 Roger Chartier est souvent cité comme le maître d'œuvre d'une nouvelle forme de travail collectif. Il est entré à l'École en 1976 et a bientôt co-dirigé le CRH :

Une discussion récurrente dans ces années-là, c'était comment sortir du modèle d'enquête des années 1960-1970, qui marquait le primat de l'analyse quantitative et reposait sur la division des tâches. Je ne vois pas que, lorsque je m'occupais seul ou avec d'autres du Centre, on ait réussi à inventer un nouveau modèle. La solution est venue de mon domaine de travail : je me suis mis à penser qu'à côté de la publication de livres personnels et d'entreprises de synthèse comme *L'Histoire de l'édition française*, pouvaient exister, autour de lecture et écriture, des projets collectifs qui aient une homogénéité suffisante pour produire des livres avec une unité de questionnement. Donc ce qui définissait un projet commun, c'était d'arriver à publier un livre. Mais un livre auquel un chercheur concerné par le sujet, avec ses propres compétences et ses propres manières de faire, puisse contribuer, indépendamment de son statut et de son appartenance institutionnelle. C'est ainsi qu'ont été publiés, en 1987, *Les Usages de l'imprimé* et, en 1991, *La Correspondance. Les Usages de la lettre au XIX^e siècle*. Et, pour l'avenir, on a esquissé, avec les participants de l'un ou l'autre livre, un projet autour des formes d'écriture ordinaire et de la culture graphique. Les nouvelles pratiques de recherche n'effacent pas les différences de statuts mais, au moins dans le travail intellectuel, elles tendent vers l'égalité des participants.

- 28 Quel est le rôle du séminaire dans ce nouveau type de travail collectif ? Un directeur d'études dit :

Nous avons mené beaucoup d'enquêtes collectives dans le séminaire commun que j'animais avec deux collègues. Ça a donné notre *Histoire de la Famille*. On a publié un ensemble sur les rituels de parenté dans les *Annales* ; on a constitué un autre ensemble sur la nomination ; on avait aussi travaillé sur l'honneur, mais ça n'a pas abouti, c'est dommage parce qu'il y avait eu de bons exposés. Souvent nos sujets débouchaient sur des numéros de revues, c'était donc d'une grande efficacité. Et ces enquêtes-là n'ont pas coûté un sou à l'École. Finalement, à l'École, beaucoup de choses passent par le séminaire, bien plus que par l'enquête de type classique.

- 29 Un autre est plus réservé sur les liens entre séminaire et enquêtes :

Un séminaire suppose un auditoire très divers qui ne pourrait pas être intéressé si, semaine après semaine, on discutait de l'avancement d'une enquête. C'est pourquoi j'ai toujours institué, à côté des séminaires, des réunions régulières pour les projets de travail collectif. J'ai du séminaire une vision plus pédagogique ; méthodologie, études de cas, présentation de travaux déjà achevés qui peuvent donner matière à réflexion ou à débat.

- 30 Le travail collectif ne se met donc pas en œuvre aujourd'hui comme dans les années soixante, soixante-dix. Et cette transformation pose la question de l'identité même du Centre puisque c'était là sa spécificité de départ. Chacun est bien conscient que l'unité du Centre telle qu'elle existait à l'origine, d'un petit groupe d'historiens animés par le même projet, la même ambition et la même stratégie, appartient à une époque révolue. Cette évolution a forcément entraîné un manque de lisibilité et a exposé le Centre à toutes les critiques extérieures : Qu'est-ce que vous faites de tous les moyens dont vous disposez ? Pourquoi êtes-vous si nombreux ?

Ces critiques-là, [dit un ancien directeur], sont peut-être une autre formulation de la question qui se posait à nous autrefois : Comment empêcher qu'il y ait des membres du Centre perdus, qui ne font plus d'enquêtes collectives tout en n'étant pas intégrés dans de nouvelles entreprises, qui se vouent à leurs propres recherches mais sans aboutir à une publication ni à un résultat visible ?

- 31 Sans doute faut-il voir dans la tentative d'établir une discussion théorique spécifique au CRH au cours des années quatre-vingt-dix une forme de reconstruction d'une identité et d'une unité.

NOTES

1. *Cahiers du CRH*, n° 10, avril 1993, p. 59.
2. *Villages désertés*, 1962-1966 ; *Inventaires après décès*, 1973 ; *Alphabétisation*, 1973-1977 ; *Archives orales*, 1976-1980 ; *La femme seule*, 1978-1984.
3. L'Institut d'histoire de la culture matérielle, dirigé par Witold Hensel, disposait de moyens énormes pour des raisons politiques : il était chargé de chercher dans les époques les plus reculées possible l'existence d'une Pologne chrétienne, de manière à démentir l'historiographie allemande qui justifiait l'expansion allemande en Pologne comme une entreprise de christianisation . Si on arrivait à prouver que la Pologne était déjà chrétienne au x^e siècle, les chevaliers teutoniques n'étaient plus que des envahisseurs...
4. Ruggiero Romano se souvient que Françoise Piponnier était arrivée à Munich avec une trentaine d'exemplaires tout neufs dans une valise.
5. Voir *infra*, p. 165.
6. *Villages désertés et histoire économique, XI^e - XVIII^es.*, Paris, SEVPEN, 1965, p. 419-459.

AUTEUR

ANNE MARTIN-FUGIER

EHESS/CRH